



EUROPEAN FEDERATION  
OF INTELLIGENT ENERGY EFFICIENCY SERVICES

Bruxelles, le 30 octobre 2015

## Synthèse: position de l'EFIEES sur la consultation EPBD

L'**EFIEES** regroupe les organisations professionnelles de douze pays européens représentatives des sociétés de services en efficacité énergétique, réalisés en particulier dans les bâtiments. A ce titre, il nous est apparu essentiel de répondre en détail à la consultation sur l'EPBD.

Nous voudrions tout d'abord mettre l'accent sur la cohérence indispensable qui doit exister entre la Directive Efficacité Energétique et l'EPBD. En effet, les deux Directives poursuivent le même objectif, à savoir mettre en place les conditions et les règles pour conduire à une meilleure efficacité énergétique, la première visant l'ensemble de l'économie et la seconde plus spécifiquement les bâtiments. Et c'est aussi à l'échelle des quartiers et même des villes que l'action doit être menée. Pour améliorer la cohérence, la lisibilité et l'impact de ces Directives on peut même s'interroger sur la nécessité de conserver deux textes distincts, plutôt qu'un seul.

En tout état de cause, les mesures dédiées aux bâtiments sont et doivent rester les éléments clef de la future Stratégie sur la Chaleur et le Froid, à condition de renforcer encore l'impact de l'actuelle EPBD. Notre réponse au questionnaire a été bâtie de sorte à contribuer à l'amélioration réelle de l'efficacité énergétique.

Notre contribution peut être résumée selon six thèmes majeurs :

### 1. « Energy Efficiency First »

Les politiques européennes doivent s'attacher à promouvoir en priorité les économies d'énergie.

Toutefois on ne doit pas chercher à réduire à zéro les consommations d'énergie dans les bâtiments existants. En effet, au-delà d'un certain seuil de réduction de la demande, il est préférable de travailler sur le mix énergétique de l'approvisionnement plutôt que de chercher à économiser les derniers kWh. Le coût marginal de cette part-là est trop élevé, comme le montrent de nombreuses études.

Il faut donc travailler de manière équilibrée, et « cost-effective », **sur l'ensemble de la chaîne énergétique : production, transport, distribution et consommation.**

Cela implique de comparer, et donc **de mesurer, les performances en énergie primaire**, plutôt qu'en énergie finale : c'est le seul moyen de comparer objectivement les différentes solutions disponibles, sans

favoriser celles qui réduiraient la consommation d'énergie d'un bâtiment, tout en l'augmentant au stade de la production.

Cela implique également de **ne pas fausser l'appréciation de la consommation d'énergie d'un bâtiment en la compensant avec la production in situ d'énergie** (NB pas d'offset). Les bâtiments considérés comme des systèmes complets (enveloppe + systèmes énergétiques et hydrauliques + comportement des usagers) doivent donc être de moins en moins consommateurs d'énergie primaire. **La production d'énergie embarquée (« on-site ») obtenue à partir d'énergies renouvelables sera la bienvenue mais ne peut pas se substituer ni compenser une mauvaise efficacité énergétique du bâtiment.**

Et, enfin, cela implique que les **ressources financières soient affectées aux investissements et mesures pour l'efficacité énergétique, plutôt qu'aux aides à la consommation d'énergie** (fossile).

## 2. « It's a Market »

La cible étant la réduction des consommations, les conditions pour l'émergence et le développement du marché de l'efficacité énergétique doivent être mises en place. Les donneurs d'ordre publics ont un rôle majeur à jouer, qui le serait encore plus si les bâtiments publics faisaient l'objet d'une obligation d'amélioration de leur efficacité énergétique, au lieu d'une obligation de rénovation (qui n'est qu'une des actions à envisager parmi une combinaison de possibilités).

Pour favoriser le développement du marché, il est indispensable qu'il y ait une contractualisation dans le long terme des relations entre les donneurs d'ordre (publics ou privés) et les fournisseurs de solutions pour que les fournisseurs puissent s'engager sur des résultats concrets et mesurables. **Les contrats de type « Contrats de Performance Energétique » devraient faire l'objet d'une large promotion dans la mesure où ils se traduisent par une obligation d'économie garantie, mesurable et suivie dans le temps.**

Plus largement, le bilan coût-efficacité des mesures d'efficacité énergétique étant un des critères fondamentaux du choix des mesures à prendre, il convient de promouvoir le développement des **contrats de services** (maintenance, gestion des systèmes, comportement de l'utilisateur), qui permettent de **réaliser de substantielles économies d'énergie sans investissement initial lourd**. Ils doivent être considérés comme un des outils importants d'amélioration des performances des bâtiments, et viser la réduction de la consommation d'énergie fossile. Enfin, le secteur des services d'efficacité énergétique présente l'avantage de créer des emplois locaux et pérennes.

## 3. « Real not Theoretical » - réduire l'écart entre la performance énergétique 'conçue' et 'réelle'

Au moins dans le bâti existant qui correspond à l'immense majorité du problème (pas plus de 1% de construction de bâtiments neufs par an, soit 75 à 90% du parc actuel encore en usage en 2050), **la référence aux consommations existantes ou réelles doit être préférée aux calculs théoriques**. En effet, la réalité de l'efficacité énergétique est mesurée par les compteurs et non par une évaluation théorique. **La différence peut aller au-delà de 50% !** Dans la totalité des bâtiments nous disposons de dispositifs de mesure des énergies et fluides consommés, cette mesure pouvant être corrigée des variations climatiques. Compter la consommation d'énergie réelle et informer les usagers finals permet d'inclure une composante comportementale qui, loin d'être un obstacle à la comparaison, permet au contraire de valoriser les initiatives vertueuses.

#### 4. « Nothing but Deep renovation ? »

La question est ici liée au ratio coût-efficacité. L'objectif étant d'améliorer l'efficacité énergétique réelle, c'est-à-dire de faire décroître les consommations, les mécanismes incitatifs et la certification des bâtiments doivent permettre une large dissémination de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique. Il convient de **favoriser toutes les initiatives conduisant à l'économie d'énergie** qui soient adaptées aux cas concrets et qui pourront jouer différemment sur les différentes composantes du problème : **enveloppe du bâtiment, amélioration des systèmes énergétiques intérieurs, gestion optimisée de l'énergie**, en tenant compte de leur coût et de leurs résultats à court, moyen et long terme. Dans la pratique, le temps de retour de la rénovation en profondeur est en général plus long que le délai de récupération d'actions opérationnelles qui apportent des économies d'énergie importantes.

Privilégier le rapport coût efficacité ne conduirait pas nécessairement à renoncer aux opérations de « deep renovation », mais plutôt à les inscrire dans des programmes de « **staged deep renovation** ». Ceux-ci permettent d'améliorer les possibilités de financement de la rénovation, en programmant d'abord des actions dont le temps de retour sur investissements et les bénéfices en économies d'énergie constituent un apport pour financer les étapes suivantes de la rénovation.

#### 5. "A Vision at district scale"

L'efficacité énergétique ne devrait pas toujours être considérée séparément pour chaque bâtiment, mais optimisée grâce à la **prise en compte des effets systémiques positifs, tant au niveau de la consommation (entre bâtiments) qu'à celui de la production, et avec la combinaison des deux.**

Dans de nombreux cas en effet **il faut agir non pas sur un bâtiment isolément, mais prendre en compte les bâtiments environnants.** Leur raccordement à des réseaux de chaleur existants, l'intégration de solutions de production de renouvelables à proximité, et la diversité des besoins entre bâtiments voisins, sont autant de possibilités de maximiser les gains attendus d'une action sur un bâtiment.

L'EED mentionne en effet la **planification urbaine** comme un des instruments importants de l'efficacité énergétique, l'EPBD devrait donc s'en faire aussi le relais!

#### 6. « No Discrimination »

Le cadre réglementaire général dans lequel s'inscrivent les consommations des bâtiments doit lui aussi favoriser l'efficacité énergétique sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Ainsi, il convient **d'éliminer les discriminations liées** à des obligations environnementales qui conduisent à des distorsions de marché. C'est le cas du **mécanisme de l'ETS**, mécanisme qui **pénalise les installations supérieures à 20 MW**, au bénéfice des solutions de chauffage ou climatisation individuelles presque toujours plus émettrices de CO<sub>2</sub>... mais non soumises à l'ETS.

C'est le cas également des obligations relatives à la qualité de l'air dont sont de facto exonérées les installations de petite puissance.

De la même manière, on observe que, dans certains Etats Membres, les réseaux de chaleur sont assujettis à l'impôt sur les combustibles, alors que ce n'est pas le cas des solutions individuelles de chauffage.